

Fédéralisme Régionalisme

--- Volume 3 : 2002-2003 - Mobilité et identités dans l'Eurégio Meuse-Rhin ---

URL de cet article : <http://popups.ulg.ac.be/federalisme/document.php?id=228>

Marc JACQUEMAIN et Pierre VERJANS

Introduction

Dans le contexte de l'évolution – lente et non linéaire – vers davantage d'intégration européenne, les «Eurégiros» constituent des initiatives particulièrement intéressantes et encore insuffisamment étudiées. Grâce à un crédit d'impulsion accordé par l'Université de Liège, une enquête sur les pratiques transfrontalières et les logiques identitaires au sein de l'Eurégio Meuse-Rhin a été menée auprès d'un échantillon de plus de neuf cents personnes, représentatif de l'ensemble de la population concernée¹. Cette enquête a permis le lancement d'une collaboration entre l'Université de Liège et l'Université de Maastricht associant des sociologues, des politologues et des historiens. Elle a donné lieu à un colloque, organisé à Liège en février 2003, dont les textes présentés ici constituent les actes.

Ces regards croisés sur une réalité institutionnelle, historique et socio-politique complexe, nous font percevoir des mécanismes qui tisseront peut-être, demain, à une plus grande échelle, la trame de la construction européenne.

* * *

L'Eurégio Meuse-Rhin n'est pas seulement une construction institutionnelle. Elle est aussi un tissu d'interrelations réelles ou symboliques, aboutissement de traditions d'échange s'appuyant eux-mêmes sur une histoire économique partiellement intégrée dès la révolution industrielle.

Au cœur de cette histoire économique, on trouve le *bassin industriel Liège-Verviers-Aachen* dont **Suzy Pasleau** nous propose un survol diachronique. Dès le haut moyen-âge, le bassin rhénan est le lieu d'une activité pré-industrielle englobant forges, fourneaux, draperies, notamment. Au XVII^e siècle et jusqu'à 1850, au moins, la production textile, utilisant les énergiques classiques, cohabite avec le travail des métaux et les charbonnages. Dès le début du XIX^e siècle, on assiste à des processus d'intégration partielle de ces diverses activités : intégration technique, puisque, par exemple, les frères Cockerill produiront des mécaniques à filer pour l'industrie textile ; intégration financière : les capitaux dégagés dans les activités textiles, notamment, seront partiellement réinvestis dans l'industrie houillère et sidérurgique ; intégration familiale, aussi, par les mariages entre fils et filles des grandes familles ; intégration géographique, puisque les activités d'Aix, de Liège et de Verviers sont ainsi connectées, tandis que les Limbourg belge et hollandais resteront principalement ruraux jusqu'au début du XX^e siècle.

En 1830, la sidérurgie sérésienne n'a pas encore d'équivalent en Europe. La construction du chemin de fer belge, à partir de 1834 va le doper puissamment. La prospérité dure jusqu'au milieu des années 1870, époque à laquelle la concurrence de la France et de l'Allemagne, plus récemment industrialisées, se fait davantage sentir. A l'aube du XX^e siècle, le bassin liégeois est encore capable de s'insérer dans la reprise économique mondiale même si la production houillère y stagne, alors qu'elle va se développer au Limbourg.

Après deux guerres mondiales et la crise des années trente, le monde a changé. La domination du pétrole comme source énergétique impose un abandon progressif de l'extraction houillère dans les bassins les moins rentables. La logique même de «bassin industriel», fondée avant tout sur des opportunités géographiques (proximité des minerais et de voies navigables) s'efface au profit de celle de «pôles d'innovation» (la Silicon Valley en Californie), d'autant que le coût des transports diminue rapidement. Le bassin liégeois n'entrera parfois qu'à reculons dans la restructuration qui s'impose. La crise mondiale du milieu des années '70 vient s'ajouter au déclin structurel et, de 1953 à 1980, le bassin liégeois perdra 30.000 emplois.

Dans la société «post-industrielle», l'industrie houillère a disparu de nos régions et la sidérurgie n'a survécu qu'en s'intégrant à des groupes de dimension mondiale. La production d'acier n'a pas cessé d'augmenter, en volume, mais elle représente une part sans cesse décroissante de la valeur ajoutée et de l'emploi de la région. La logique de «bassin industriel», appuyée sur l'importance des coûts de transport va devoir céder la place à d'autres logiques de connexion, plus «immatérielles» sans aucun doute.

Le regard de l'histoire politique vient croiser celui de l'histoire économique dans la contribution de **Willibrord Rutten** : l'histoire de l'Europium n'est pas seulement affaire de bassins industriels, elle est aussi celle de processus entrecroisés de constructions nationales. Au commencement, (si l'on peut dire), nous étions sans doute tous et toutes «fils et filles de Charlemagne» dans ce triangle Liège – Aachen – Maastricht où se trouvait le cœur géographique et administratif de l'empire carolingien. Mais les différentes composantes de l'Eurégio ont connu des histoires diverses, jusqu'à ce que la République française les réconcilie en les annexant toutes sous sa bannière. A l'aube de la révolution belge de 1830, près d'un Maastrichtois sur 11 est d'origine «belge». La construction de deux Etats-Nations séparés va entraîner une diminution progressive de ce nombre. Il en va de même des mariages croisés : si près de 20 % des couples de Maastricht étaient mixtes en 1830, cette proportion sera divisée par deux au long du XIXe siècle. C'est que les endroits où les jeunes peuvent se rencontrer (écoles, associations, clubs) sont largement organisés sur une base nationale et il sera donc plus facile de trouver un partenaire dans son propre pays.

Il y a pourtant de solides contre-tendances : la croissance économique du bassin liégeois va attirer de nombreux Hollandais puisque leur nombre en province de Liège passe de 5.000 en 1846 à 11.000 en 1900. C'est d'ailleurs une attraction indirecte : l'industrialisation liégeoise attire les paysans des alentours, créant par ricochet un «appel» de main-d'œuvre agricole entre Liège et la frontière hollandaise. C'est à cet appel principalement que répondra l'immigration néerlandaise du XIXe siècle.

La Première Guerre mondiale (au cours de laquelle la Hollande est neutre) va couper durant quatre ans le marché du travail liégeois de celui du Zuid-Limburg et, après la guerre, la présence hollandaise en province de Liège ne reviendra plus jamais au seuil antérieur. C'est d'autant plus vrai que l'évolution des moyens de transport va faciliter considérablement les déplacements et les «navetteurs» auront tendance à se substituer aux «migrants» : on peut parfaitement travailler de l'autre côté de la frontière sans renoncer à son inscription dans les réseaux de vie et de sociabilité nationaux.

Aujourd'hui, l'interdépendance des régions se traduit donc davantage par la mobilité que par l'immigration et elle varie selon les raisons des déplacements : les déplacements professionnels sont fréquents entre les deux Limbourg. Ils sont fréquents entre le Zuid-Limburg et la province de Liège pour raisons de loisir. Par contre, les déplacements de loisirs sont nettement moins fréquents entre Liège et le Limbourg belge : c'est que les différences de prix et de produits sont moins attractives à l'intérieur de la même zone nationale.

On voit donc ainsi se dessiner un processus politico-économique de long terme, tantôt favorisant, tantôt défavorisant les échanges en fonction à la fois du marché du travail et de la construction politique nationale. Il reste, sans doute, à se demander quelle influence aura la construction européenne, toujours largement en cours.

Une ébauche de réponse peut être trouvée à cette question dans le texte de **Ad Knotter**, qui explore, de manière générale le «paradoxe de la frontière» : une frontière peut être un facteur d'inter-connexion tout autant qu'un facteur de séparation. Ainsi, tout différentiel, économique, juridique, social, culturel entre deux régions situées de part et d'autre d'une frontière crée des opportunités à saisir et donc, paradoxalement, la frontière produit du seul fait de son existence, une raison pour la franchir.

La politique fiscale hollandaise en matière immobilière en est un bon exemple : aux Pays-Bas, la loi autorise la déduction fiscale des intérêts hypothécaires. La conséquence en est une forte pression à la hausse du prix des habitations. Un changement législatif récent autorise maintenant les citoyens néerlandais à déduire également les intérêts hypothécaires pour une maison possédée à l'étranger. Le prix des maisons étant sensiblement plus bas en Belgique, beaucoup de citoyens hollandais ont dès lors décidé d'acheter une maison dans ce pays. C'est donc ici la frontière elle-même qui produit l'échange.

Toute asymétrie dans les configurations socio-économiques de chaque côté de la frontière produit donc une structure d'opportunité potentiellement favorable à la mobilité. En même temps, la création d'une frontière est aussi une construction symbolique débouchant sur des conséquences identitaires différentes. Là également, l'Eurégio Meuse/Rhin produit un bon exemple à travers les évolutions différenciées des Limbourg belge et hollandais après la séparation de 1830. Le «Zuid-Limburg», pourtant création administrative de l'Etat néerlandais, s'est progressivement doté d'une identité spécifique forte, construite en opposition à l'identité hollandaise (calviniste et rigoriste). Cette identité spécifique s'est consolidée à travers la perpétuation des carnavals locaux et de l'usage des dialectes. Il n'y a pas d'équivalent dans le Limbourg belge où le sentiment dominant est l'appartenance générale à la Flandre.

Une région frontière (*borderland*) peut donc être plus ou moins «intégrée» selon que les dynamiques culturelles et socio-économiques sont convergentes ou non. On voit ainsi que, dans beaucoup de régions frontières, la dimension «opportuniste» de la mobilité ne s'accompagne pas forcément d'une dimension de rapprochement social ou culturel : la constitution d'un marché du travail transfrontalier ne préjuge pas forcément de la construction d'un «vivre ensemble» dans la mesure où les travailleurs transfrontaliers limitent à la vie professionnelle leurs contacts avec la société qui les accueille.

C'est là le paradoxe de la frontière : c'est précisément parce que, de chaque côté de la séparation, les sociétés sont différentes, que les mouvements se produisent. Une homogénéisation progressive pourrait donc affaiblir voire faire disparaître le rôle de «ponts» que peuvent constituer les frontières.

La manière dont joue aujourd'hui la frontière est le centre de l'enquête menée à la fin de 2002. Deux dimensions principales structuraient le questionnaire : d'une part, les pratiques transfrontalières effectives (la fréquence et les motifs déplacements, la connaissance mutuelle, la connaissance des langues des différentes composantes), d'autre part, les valeurs identitaires et politiques dans les différentes composantes.

La première dimension fait l'objet de la contribution de **Patrick Italiano**. On y voit d'abord que la connaissance de «l'institution» Eurégio est encore limitée à une personne sur deux dans l'ensemble de la population concernée. Mais ce résultat cache des différences parfois importantes entre les différentes régions membres : plus de 70 % des germanophones de Belgique ont déjà entendu parler de l'Eurégio. Ils sont moins de 20 % dans le reste de la province de Liège. De la même façon, un peu plus de la moitié seulement des habitants de l'Eurégio connaît au moins une personne issue d'une autre région membre. Mais ce chiffre monte à 75 % en communauté germanophone alors qu'il est à peine supérieur à 40 % dans le Limbourg belge. Il est à première vue compréhensible que pour la communauté germanophone de Belgique, composée d'environ septante-deux mille personnes, la région frontière soit davantage «ouverte».

La maîtrise des langues étrangères est aussi fort variablement distribuée. L'anglais, d'abord, occupe une place beaucoup plus marquée dans les deux Limbourg, où une large majorité de la population sondée en a une connaissance au moins passive. Parmi les langues de l'Eurégio elle-même, c'est l'allemand qui vient en tête (comme langue étrangère, évidemment) suivi mais d'assez loin par le français puis le néerlandais. Au total, ce sont, de loin, les Limbourgeois (belges et hollandais) qui ont la meilleure pratique de la langue des autres, suivis par les Belges germanophones. Les Aachenois sont bons derniers en la matière.

On voit donc se dessiner des différences sensibles entre les différents groupes linguistiques et nationaux : le poids économique et démographique de l'Allemagne toute proche explique la domination de l'allemand. Les Limbourgeois apparaissent globalement plus cosmopolites et les germanophones de Belgique appuient sur une connaissance répandue du français leur intégration dans un pays où ils sont très minoritaires.

Un «pattern» du même ordre se retrouve dans les déplacements professionnels. Près de 40 % des germanophones de Belgique ont déjà travaillé dans une autre région que la leur. Dans le Zuid-Limburg, ce n'est le cas que d'un habitant sur dix. Mais bien sûr, le marché du travail interne à la Communauté germanophone est très étroit.

La mobilité touristique ou de consommation est à peu près équitablement répartie : chacune des régions a déjà été visitée par environ la moitié des résidants de l'Eurégio Meuse-Rhin ; à l'exception toutefois de la région belge de langue allemande, pour laquelle ce chiffre descend à 38 %. Mais la présence (ou l'absence) de villes «phares» joue un rôle

essentiel. Ainsi, chaque région composante s'articule autour d'un «attracteur» urbain central : Maastricht (Zuid-Limburg), Liège (province de Liège), Hasselt (Limbourg), Aachen (Regio Aachen). Seule exception, précisément : la région belge de langue allemande qui en a deux, Eupen et Aachen. L'organisation urbaine de chaque région influence logiquement les comportements.

Les sentiments d'appartenance et les valeurs constituent la dimension plus «subjective» de l'Eurégio. C'est le thème abordé dans le texte de **Marc Jacquemain** qui s'appuie également sur les données de l'enquête de 2002. On y voit d'abord que la cohabitation des identités régionales, nationales et européennes ne se fait pas de la même façon dans les différentes composantes de l'Eurégio Meuse-Rhin. Ainsi, dans les deux Limbourg, on trouve un sentiment régional fort, dominant même le sentiment national et un sentiment européen faible. Dans les deux régions germanophones, le sentiment européen, s'il reste second, est nettement plus présent. Enfin, en province de Liège, les sentiments d'appartenance sont comparativement tous plus faibles, en particulier le sentiment européen.

Le sentiment de «différentiation» (le fait de se sentir différent des autres groupes) est lui aussi inégalement distribué : particulièrement fort chez les germanophones de Belgique, il est particulièrement faible chez les Limbourgeois des deux côtés de la frontière. On a ainsi ce paradoxe de voir les germanophones des deux côtés de la frontière à la fois plus marqués par leur identité européenne que les citoyens des autres régions et, en même temps, se sentant plus différents des autres.

Les priorités politiques diffèrent aussi de région en région : plus centrées sur des objectifs économiques dans les deux régions belges, elles sont davantage organisées autour de la *cohésion communautaire* dans les régions de langue allemande. Quant au Zuid-Limburg, il semble plus proche de la logique *individualiste* que l'on attribue souvent (réalité ou stéréotype ?) à la culture politique hollandaise. Enfin, la culture politique des différentes régions ne privilie pas les mêmes aspects de la démocratie : indifférence à la dimension «participative» de la démocratie dans les régions néerlandophones, présence plus marquée de cette dimension en Regio Aachen. Par ailleurs, la province de Liège se différencie de la Communauté germanophone de Belgique par une sensibilité beaucoup plus marquée à la dimension égalitaire de la démocratie.

Ces différences font-elles *système* ? Il est tentant de reprendre les catégories de la philosophie politique et de dire que la dimension «communautaire» serait plus marquée dans les régions germanophones et la dimension «libérale» dans les régions néerlandophones, la province de Liège étant plus axée sur une vision d'égalité «sociale». Mais, bien sûr, ce n'est qu'une esquisse, une suggestion pour rendre compte d'un jeu subtil de différences, parfois modestes et parfois marquées.

* * *

En conclusion, l'analyse des données d'enquête rejoint le «paradoxe de la frontière» souligné par Ad Knotter : il peut y avoir densification des échanges sans intégration, dans la mesure où ces échanges, souvent de nature opportuniste, sont motivés précisément par les différences entre les régions. Pourrait-on dire que l'Eurégio Meuse-Rhin, telle qu'elle apparaît aujourd'hui, propose un modèle d'interactions sans intégration ? C'est évidemment une possibilité.

De manière plus optimiste, on peut aussi suggérer que les Eurégios représentent bien un modèle d'intégration, mais d'une nature nouvelle : non pas une intégration homogénéisante, comme l'est l'intégration «nationale» (qu'elle soit unitaire, fédérale ou confédérale), qui consiste à subsumer des territoires de plus en plus vastes sous des ensembles hiérarchisés de normes ; mais peut-être une intégration davantage «réticulaire» appuyée sur un maillage complexe mais serré d'interconnexions sans qu'émerge une véritable structure centrale. Dans ce sens, les Eurégios pourraient bien constituer un ensemble de laboratoires miniatures pour l'émergence d'une Europe «postnationale».

* * *

Ce colloque a permis de mettre en confrontation les méthodes de travail de divers départements de diverses universités. Comme l'Eurégio peut être analysée voire imaginée comme une préfiguration de l'Europe de demain : ouverte à l'autre tout en gardant des spécificités nationales, la collaboration interuniversitaire que nous avons tenté s'inscrivait

dans une stratégie collective de tentative d'européanisation à dimension réduite. Nos centres universitaires offrent en effet un microcosme des difficultés de coordination des systèmes d'enseignement dans l'Europe d'après les accords de Bologne. Les héritiers du système universitaire rationaliste napoléonien et ceux du système universaliste humboldtien ou de l'empirisme anglo-saxon éprouvent des difficultés caractéristiques à collaborer, à trouver des intérêts, des objectifs, des méthodes de travail et des systèmes d'évaluation qu'ils puissent partager.

L'objectif de départ consistait à trouver ailleurs en Eurégio des partenaires remplissant la même fonction que le Centre d'études de l'opinion de l'Université de Liège à savoir des centres de qualité universitaire pratiquant une méthodologie appliquée d'enquêtes et notamment de sondages d'opinion. Force nous fut de constater que notre figure n'a pas de miroir. Il n'y a pas d'équivalent au CLEO non seulement en Communauté française mais non plus en Flandre ni en Westphalie ni aux Pays-Bas. Dès lors, notre objectif fut redéfini et nous cherchâmes des collaborations sur le partage du contenu de l'enquête et vers des objectifs de recherche futurs.

La collaboration spécifique et finalement réussie entre l'Université de Liège et plus particulièrement du CLEO et l'Université de Maastricht et spécifiquement le Centre socio-historique du Limbourg (SHCL) représente la fin d'un parcours qui, à l'heure actuelle peut déjà être considéré comme une simple étape dans notre cheminement commun. Notre collaboration a continué durant les années qui viennent de passer et des échanges croisés de chercheurs nous ont permis de partager des pratiques de recherche et des centres d'intérêts. C'est par la pratique et à petits pas que l'on a réussi à trouver l'un chez l'autre des motifs d'échange. Dans notre stratégie comme dans notre contenu de recherche aussi nous avons donc peut-être pratiqué et le réseau et la modestie et le pragmatisme illustrant une cité par projet.

Notes :

1 Enquête réalisée par le CLEO – Université de Liège, sous la direction de René Doutrelépont et Marc Jacquemain (département de sciences sociales) et de Jean Beaufays et Pierre Verjans (département de sciences politiques).

Pour citer cet article

Marc Jacquemain et Pierre Verjans, «Introduction», *Fédéralisme Régionalisme*, Volume 3 : 2002-2003 - Mobilité et identités dans l'Eurégio Meuse-Rhin
<http://popups.ulg.ac.be/federalisme/document.php?id=228>

Quelques mots à propos de : Marc JACQUEMAIN

Chargé de cours adjoint ULg, Département de Sciences Sociales

affiliation : ULg, Département de Sciences Sociales

fonction : Chargé de cours adjoint

affiliation : ULg, Département de Science politique

fonction : Chargé de cours adjoint

Cette revue fait partie du portail PoPuPS du Réseau des Bibliothèques de l'Université de Liège

(URL : <http://popups.ulg.ac.be/>)

POWERED BY LODEL